

"Louange à Dieu,

Prière et salut sur le Prophète, Sa Famille et Ses Compagnons.

Cher peuple,

La commémoration du 40ème anniversaire de la Marche Verte est loin d'être un évènement ordinaire ou une célébration passagère. Nous la voulons plutôt comme une étape décisive dans l'histoire du parachèvement de l'intégrité territoriale du Royaume.

En effet, après l'épopée de la libération de la terre et de la consolidation de la sécurité et de la stabilité, notre pays a veillé à ce que les fils du Sahara puissent se prévaloir des attributs d'une citoyenneté pleine et entière et des conditions d'une vie libre et digne.

Aujourd'hui, après quarante années et ce qu'on peut inscrire à leur actif comme à leur passif, nous voulons opérer une véritable rupture avec les méthodes adoptées jusque-là dans la prise en charge des affaires du Sahara : rupture avec l'économie de rente et des privilèges et la défaillance de l'initiative privée, et rupture avec la mentalité de la concentration administrative.

Pourquoi donc aujourd'hui, et précisément après quarante années ?

Eh bien, c'est parce que, au terme d'années de sacrifices et d'efforts au plan politique et en matière de développement, nous sommes arrivés au stade de la maturité.

Et aussi parce que nous avons créé les conditions de mise en chantier d'une étape nouvelle dans le processus de consolidation de l'intégrité territoriale et d'intégration totale de nos provinces du Sud au sein de la mère patrie.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent la mise en œuvre du modèle de développement des provinces du Sud, et la mise en œuvre de la régionalisation avancée.

Cher peuple,

Nous tenons à ce que les fils de nos provinces du Sud disposent des moyens nécessaires pour gérer leurs propres affaires et montrer leur capacité à assurer le développement de la région.

En effet, les Sahraouis sont connus pour être depuis toujours des hommes de commerce et de savoir, vivant de leur labeur, dignes et fiers, n'attendant l'aide de personne, si pénibles que soient les circonstances.

Nous parlons ici des Sahraouis authentiques, des patriotes sincères, qui sont restés fidèles aux liens d'allégeance les unissant, eux et leurs ancêtres, à travers l'histoire, aux Rois du Maroc.

Quant à ceux, peu nombreux, qui se laissent bernés par les thèses des ennemis et s'évertuent à les répandre, il n'y a pas de place pour eux parmi nous. Mais pour ceux qui se sont ressaisis et repentis, la patrie est clémente et miséricordieuse.

Cher peuple,

L'application du modèle de développement de nos provinces du Sud traduit Notre fidélité à Notre engagement auprès des citoyens dans nos provinces du Sud pour ériger celles-ci en un véritable modèle de développement intégré.

Nous l'entendons comme un pilier d'appui pour l'insertion définitive de ces provinces dans la patrie unifiée, et pour le renforcement du rayonnement du Sahara, comme centre économique et comme trait d'union entre le Maroc et son prolongement africain.

C'est pourquoi Nous avons décidé de mobiliser, avec l'aide de Dieu, tous les moyens disponibles pour la réalisation de grands chantiers et de projets sociaux et médico-éducatifs, dans les régions de Laâyoune Sakia El-Hamra, Dakhla Oued Eddahab et Guelmim - Oued Noun.

Ainsi, dans le domaine des infrastructures, il sera procédé au renforcement du réseau routier de la région, à travers la réalisation d'une voie express, aux normes internationales, entre Tiznit, Laâyoune et Dakhla.

Parallèlement, Nous invitons le gouvernement à réfléchir à la mise en place dans les provinces du Sud d'un hub de transport aérien desservant l'Afrique.

Nous caressons également le rêve de construire une ligne ferroviaire de Tanger à Lagouira, pour relier le Maroc au reste de l'Afrique. Nous prions pour que Dieu nous aide à trouver les ressources financières qui nous manquent aujourd'hui en vue de parachever la ligne Marrakech-Lagouira.

De même, nous comptons construire le grand port Atlantique de Dakhla, réaliser d'importants projets d'énergie solaire et éolienne dans le Sud, et connecter la ville de Dakhla au réseau électrique national.

Nous espérons, en outre, relier ces réseaux et ces infrastructures aux pays africains, et contribuer ainsi à leur développement.

Convaincu que ces infrastructures ne sont pas suffisantes, à elles seules, pour améliorer les conditions de vie des citoyens, Nous entendons continuer à promouvoir le secteur économique et à le soutenir par des projets de développement humain.

A cet égard, Nous réaffirmons la nécessité de continuer à faire investir les revenus des ressources naturelles au profit des habitants de la région, en concertation et en coordination avec eux.

C'est dans cette perspective que Nous avons décidé de réaliser une série de projets qui permettront de valoriser et d'exploiter les ressources et les produits locaux. Il s'agit notamment de la mise en œuvre du grand projet de dessalement de l'eau de mer à Dakhla, et de la mise en place d'unités et de zones industrielles à Laâyoune, Marsa et Boujdour.

Nous tenons à conforter ces initiatives en mettant en place un cadre juridique incitatif pour l'investissement, garantissant au secteur privé national et étranger, la visibilité et les conditions de compétitivité nécessaires pour contribuer au développement de la région.

En outre, il sera créé un fonds de développement économique ayant vocation à renforcer le tissu économique, soutenir les entreprises et l'économie sociale et assurer l'emploi et un revenu stable, surtout pour les jeunes.

Cher peuple,

Ce qui nous intéresse, c'est de préserver la dignité des fils du Sahara, surtout les générations montantes, et d'instiller en eux l'amour et l'attachement à la patrie.

C'est pourquoi Nous avons chargé le gouvernement de restructurer le dispositif de soutien social pour le rendre plus transparent et plus équitable, dans le respect des principes d'égalité, et de la justice sociale réclamée par la majorité des catégories concernées.

Compte tenu de la place particulière qu'occupe la culture Hassanie dans la conscience collective des fils du Sahara, nous nous employons à renforcer les mécanismes de préservation et de sensibilisation en faveur du patrimoine sahraoui, en édifiant notamment des théâtres, des musées et des maisons de culture dans les régions du Sud.

S'agissant du volet des droits de l'Homme, le Maroc est parvenu, avec l'aide de Dieu, à déjouer les manœuvres des ennemis de la patrie, grâce à la mobilisation collective, à la gouvernance sécuritaire et à l'ouverture sur les acteurs de la société civile.

De même, le Conseil national des droits de l'Homme, avec ses commissions régionales, en tant qu'institution constitutionnelle pour la défense et la protection des droits et des libertés, s'emploie en toute indépendance à traiter tout abus, dans le cadre du dialogue et de la coopération avec les pouvoirs publics, les organisations associatives et les citoyens.

Cher peuple,

Le Maroc, en mettant en application la régionalisation avancée, ne fait que conforter sa crédibilité et réaffirmer le respect de ses engagements.

Comme je l'ai dit dans mon discours devant le parlement, la légitimité démocratique et populaire qu'ils ont acquise fait des élus les représentants authentiques des populations des provinces du Sud, tant au niveau des institutions nationales que dans leurs rapports avec la communauté internationale.

Pour illustrer Notre volonté de donner la primauté aux provinces du Sud dans le processus d'application de la régionalisation avancée, il est prévu de mettre au point des contrats-programmes entre l'Etat et les Régions, où seront définies les obligations de chaque partie pour la réalisation des projets de développement.

Nous appelons donc le gouvernement à activer la mise en œuvre des dispositions juridiques relatives au transfert des compétences du centre vers ces Régions, et à soutenir celles-ci en leur affectant les compétences humaines et les ressources matérielles nécessaires, dans la perspective de la généralisation de cette expérience parmi les autres régions du Royaume.

Il convient aussi d'accélérer l'élaboration d'une véritable charte de déconcentration administrative, qui confère aux services régionaux les prérogatives nécessaires pour assurer la gestion des affaires des régions au niveau local.

A cet égard, Nous tenons à souligner la nécessité d'impliquer les populations, en assurant des espaces et des mécanismes permanents pour le dialogue et la concertation, permettant à celles-ci de s'approprier les programmes et de s'investir dans leur réalisation.

Ainsi, nous mettons les habitants de nos provinces du Sud et leurs représentants devant leurs responsabilités, maintenant que nous leur avons assuré les mécanismes institutionnels et de développement pour gérer leurs affaires et répondre à leurs besoins.

Cher peuple,

Lorsque le Maroc fait une promesse, il la tient par l'acte et la parole. Il ne s'engage que sur ce qu'il peut honorer.

Aussi, Nous adressons un message au monde : Nous ne brandissons pas de slogans creux, pas plus que nous ne vendons d'illusions comme le font les autres. En revanche, nous souscrivons des engagements et nous les respectons et veillons à leur concrétisation sur le terrain.

- Le Maroc a promis d'appliquer la régionalisation avancée. Aujourd'hui, c'est une réalité tangible, avec ses institutions et leurs attributions respectives.

- Le Maroc a promis la démocratie et s'est engagé à mettre les habitants de ses provinces du sud en capacité de gérer leurs affaires locales. Aujourd'hui, cette population choisit ses représentants et participe aux institutions locales en toute liberté et en toute responsabilité.

- Le Maroc a également promis un modèle de développement propre à ses provinces du Sud. Aujourd'hui, Nous en avons lancé les chantiers structurants et les projets générateurs de richesse et d'emplois.

- Le Maroc s'est engagé à garantir la sécurité et la stabilité. Le Sahara marocain est aujourd'hui l'une des zones les plus sûres dans la région du Sahel et du Sahara.

- Le Maroc s'engage aujourd'hui à faire du Sahara marocain un centre d'échanges et un axe de communication avec les pays africains subsahariens et à mettre en place les infrastructures nécessaires à cet effet. Encore une fois, notre pays va honorer ses engagements, au grand désespoir des ennemis.

En revanche, les populations de Tindouf, en Algérie, continuent à endurer les affres de la pauvreté, de la désolation et de la privation et à pâtir de la violation systématique de leurs droits fondamentaux. Ceci incite à s'interroger légitimement :

- Où sont passées les centaines de millions d'euros accordées sous forme d'aides humanitaires, lesquelles dépassent les 60 millions d'euros par an, sans compter les milliards affectés à l'armement et au soutien de la machine de propagande et de répression utilisée par les séparatistes?

- Comment expliquer la richesse insolente des leaders du séparatisme, qui possèdent des biens immobiliers et disposent de comptes et de fonds en banque, en Europe et en Amérique latine?

- Pourquoi l'Algérie n'a rien fait pour améliorer les conditions de vie des habitants des camps de Tindouf estimés tout au plus à 40 mille individus, soit l'équivalent de la population d'un quartier de taille moyenne dans la capitale Alger?

Cela veut dire qu'en quarante ans, elle n'a pas pu ou n'a pas voulu doter ces populations de quelque 6000 logements pour préserver leur dignité, soit une moyenne annuelle de 150 unités de logement.

- Pourquoi l'Algérie, qui a dépensé des milliards dans sa croisade militaire et diplomatique contre le Maroc, accepte-t-elle de laisser la population de Tindouf vivre cette situation dramatique et inhumaine?

L'Histoire jugera ceux qui ont réduit les enfants libres et dignes du Sahara à l'état de quémandeurs d'aides humanitaires.

Elle retiendra aussi à leur sujet qu'ils ont exploité le drame d'un groupe parmi les femmes et les enfants du Sahara en faisant d'eux un butin de guerre, un fonds de commerce illégitime et un moyen de lutte diplomatique.

Je tiens à poser aux habitants des camps de Tindouf cette question: Etes-vous satisfaits des conditions dramatiques dans lesquelles vous vivez ? Les mères acceptent-elles le désespoir et la frustration de leurs enfants qui buttent sur un horizon bouché ?

Je récusé cette situation inhumaine qui vous est imposée. Mais si vous vous en accommodez, n'en faites le reproche qu'à vous-mêmes en voyant le Maroc assurer le développement de ses provinces du Sud et créer pour leurs habitants les conditions d'une vie digne et libre.

Cher peuple,

La question du Sahara n'est pas le premier problème auquel le Maroc a été confronté au fil de son histoire. Il a déjà connu les jours de la Siba et de l'anarchie et vécu sous le Protectorat et l'Occupation. Il a été également le théâtre des luttes et des dissensions de la période postindépendance touchant à la construction de l'Etat moderne.

Mais il a toujours surmonté les situations difficiles dont il sortait uni, fort et la tête haute. Il y est parvenu grâce à la foi du peuple marocain qui croit à la communauté de son destin, à sa mobilisation pour la défense des valeurs sacrées du pays et de son intégrité territoriale et à la forte symbiose qui l'unit à son Trône.

En entreprenant l'application de cette régionalisation et de ce modèle de développement, le Maroc veut donner de plus grandes chances à la recherche d'une solution définitive au conflit artificiel autour de notre intégrité territoriale.

Fermement convaincu de la justesse de notre Cause, le Maroc a répondu favorablement, en 2007, à l'appel lancé par la communauté internationale pour avancer des propositions permettant de sortir de l'impasse où l'affaire se trouve désormais.

Aussi, Nous avons présenté l'Initiative d'autonomie pour les provinces du Sud, dont la communauté internationale a reconnu le sérieux et la crédibilité.

Comme Je l'ai affirmé dans le Discours de la Marche Verte de l'année dernière, cette Initiative est le maximum que le Maroc peut offrir. Son application reste tributaire de l'impératif de parvenir à une solution politique définitive dans le cadre des Nations Unies.

Il se leurre celui qui attend du Maroc qu'il fasse une tout autre concession. Car le Maroc a tout donné. Il a donné la vie de ses enfants pour défendre le Sahara.

Devons-nous donner encore plus, comme le souhaitent certaines organisations internationales et non gouvernementales ?

Nous connaissons les dessous de ces positions hostiles qui veulent diviser le pays. Nous savons aussi que ces organisations n'ont pas le droit de s'immiscer dans les affaires du Maroc.

C'est le même principe qui régit notre relation avec certains cercles au sein d'organisations internationales, qui ignorent l'histoire du Maroc, et qui cherchent à présenter des conceptions éloignées de la réalité car concoctées dans des bureaux feutrés, comme autant de propositions pour régler le différend régional suscité autour de la marocanité du Sahara.

Le Maroc refuse toute aventure aux conséquences incertaines, potentiellement dangereuses, ou toute autre proposition creuse ne servant à rien d'autre qu'à torpiller la dynamique positive enclenchée par l'Initiative d'autonomie.

Le Maroc s'opposera aussi aux campagnes hostiles qui visent les produits économiques marocains, avec le même sens du sacrifice et le même engagement dont il fait preuve dans les domaines politique et sécuritaire pour défendre son unité et ses valeurs sacrées.

Pour ceux qui, en violation du droit international, veulent boycotter ces produits, libre à eux de le faire. Mais, ils devront assumer les conséquences de leurs décisions.

Le Maroc a le droit d'ouvrir la porte à ses partenaires, Etats et entreprises mondiales, pour profiter des opportunités d'investissement que la région va offrir grâce aux grands projets qui seront lancés.

Vu que Nous ne faisons pas de distinction entre les régions Nord et Sud du Royaume, il n'y a pas pour Nous de différence entre les tomates d'Agadir et celles de Dakhla, les sardines de Larache et celles de Boujdour et le phosphate de Khouribga et celui de Boucraa, même si ce dernier représente moins de 2% des réserves nationales de cette ressource, comme l'attestent les données mondialement reconnues.

Avec la même fermeté et la même rigueur, le Maroc fera face à toutes les tentatives visant à remettre en question le statut juridique du Sahara marocain et à contester l'exercice par notre pays de la plénitude de ses pouvoirs sur son territoire, tant dans ses provinces du Sud qu'au Nord.

Cela exige de chacun de redoubler d'efforts et de rester vigilant et mobilisé pour faire connaître la justesse de notre Cause et le progrès dont jouit notre pays, et contrecarrer les manœuvres des adversaires.

Cher peuple,

Il nous échoit à tous le devoir de promouvoir le développement de nos provinces du Sud, de préserver la dignité de leurs habitants et de défendre l'intégrité territoriale du pays, avec le même esprit d'engagement et le même sacrifice qui ont caractérisé la Marche Verte.

C'est le meilleur gage de fidélité à la mémoire de l'artisan de cette épopée, Notre Vénéré Père, Sa Majesté le Roi Hassan II, que Dieu ait Son âme, et au souvenir des vaillants martyrs de la Patrie.

Wassalamou alakoum warahmatoullahi wabarakatouh".